

Couche-Tard 

3

Rapport trimestriel

POUR LA PÉRIODE DE 16 SEMAINES TERMINÉE LE 30 JANVIER 2011

Rapport de gestion

L'objectif de ce rapport de gestion, tel que les autorités réglementaires le requièrent, est d'expliquer le point de vue de la direction sur la situation financière et les résultats d'exploitation ainsi que la performance du troisième trimestre de Alimentation Couche-Tard inc. (Couche-Tard) pour l'exercice qui se terminera le 24 avril 2011. Il s'agit plus précisément de permettre au lecteur de mieux comprendre notre stratégie de développement, notre performance en relation avec nos objectifs, nos attentes face à l'avenir, ainsi que notre façon de gérer les risques auxquels nous sommes exposés et les ressources financières dont nous disposons. Ce rapport de gestion a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés trimestriels et des notes afférentes. Il devrait donc être lu parallèlement à ces documents. Par « nous », « notre », « nos » et « la compagnie », nous faisons collectivement référence à Couche-Tard et ses filiales.

Sauf indication contraire, toutes les données financières indiquées dans le présent rapport sont en dollars américains (dollars US) et sont établies selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR canadiens). Les états financiers consolidés intermédiaires n'ont fait l'objet ni d'une vérification, ni d'une mission d'examen par les vérificateurs de la compagnie.

Nous utilisons également dans ce rapport des mesures qui ne sont pas conformes aux PCGR canadiens. Lorsque de telles mesures sont présentées, elles sont définies et le lecteur en est avisé. Le présent rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers consolidés annuels et les notes complémentaires figurant dans le rapport annuel 2010 de la compagnie (rapport annuel 2010). Ce dernier document ainsi que des renseignements complémentaires concernant Couche-Tard, y compris la dernière notice annuelle, sont disponibles sur le site SEDAR à www.sedar.com et sur le site de la SEC à www.sec.gov, ainsi que sur le site web de la compagnie à www.couche-tard.com/corporatif.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion comprend certaines « déclarations prospectives » au sens des lois en valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis. Toute déclaration contenue dans le présent rapport de gestion qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Dans le présent rapport, les verbes « croire », « prévoir », « s'attendre à », « estimer » et d'autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Il est important de noter que les déclarations prospectives faites dans ce rapport décrivent nos prévisions en date du 10 mars 2011 et ne donnent pas de garantie quant à la performance future de Couche-Tard ou de son secteur d'activités, et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte que les perspectives, les résultats réels ou le rendement de Couche-Tard ou ceux de son secteur d'activités soient significativement différents des résultats ou du rendement futurs exprimés ou sous-entendus par ces déclarations. Nos résultats réels peuvent différer de façon importante des anticipations que nous avons formulées si des risques connus ou inconnus affectent nos activités ou si nos estimations ou nos hypothèses se révèlent inexactes. Une variation touchant une hypothèse peut également avoir des incidences sur d'autres hypothèses inter reliées, ce qui peut amplifier ou diluer l'effet de cette variation. Par conséquent, nous ne pouvons garantir la réalisation des déclarations prospectives; le lecteur est donc prié de ne pas se fier indûment à ces déclarations prospectives. Les déclarations prospectives ne tiennent pas compte de l'effet que pourraient avoir sur nos activités des transactions ou des éléments spéciaux annoncés ou survenant après ces divulgations. Par exemple, elles ne tiennent pas compte de l'incidence des ventes d'actifs, des monétisations, des fusions, des acquisitions, des autres regroupements d'entreprises ou transactions, des réductions de valeur d'actifs, ni des autres frais annoncés ou survenus après les déclarations prospectives.

À moins qu'elle n'y soit tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables, Couche-Tard nie toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les déclarations prospectives, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

Les risques et incertitudes comprennent ceux qui sont énumérés sous la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2010, ainsi que les autres risques détaillés de temps à autre dans les rapports déposés par Couche-Tard, auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada et des États-Unis.

Notre compagnie

Nous sommes le chef de file de l'industrie canadienne du commerce de l'accommodation. En Amérique du Nord, nous sommes la plus importante compagnie en tant que chaîne de magasins d'accommodation indépendante (intégrée ou non à une société pétrolière) en fonction du nombre de magasins exploités par la compagnie (magasins corporatifs).

Au 30 janvier 2011, notre réseau comptait 5 874 magasins d'accommodation en Amérique du Nord, dont 4 169 offraient du carburant. Durant le troisième trimestre de l'exercice 2011, afin de stimuler la croissance et créer de la valeur additionnelle, nous avons subdivisé l'unité de l'Est du Canada en créant deux nouvelles unités d'affaires, soit l'unité Québec Ouest et l'unité Québec Est et Atlantique. Cette réorganisation stratégique est en ligne avec notre philosophie d'affaires, soit l'exploitation de réseaux comptant un maximum d'environ 500 à 600 magasins corporatifs par unité d'affaires. Notre réseau est donc maintenant exploité par 13 unités d'affaires, dont neuf aux États-Unis, couvrant 42 états et le district de Columbia, et quatre au Canada, couvrant les dix provinces. Plus de 53 000 personnes œuvrent dans l'ensemble du réseau de magasins et aux centres de services.

Notre mission est d'offrir à nos clients un service hors pair en développant avec eux une relation personnalisée et complice tout en les surprenant au quotidien. Dans cette optique, nous nous efforçons de répondre aux demandes et aux besoins de notre clientèle selon leurs exigences locales. Pour ce faire, nous offrons aux consommateurs des produits d'alimentation, des boissons, du carburant et d'autres produits et services de qualité visant à répondre à leurs demandes dans un environnement propre et accueillant. Notre positionnement dans notre secteur d'activités provient principalement de la réussite de notre modèle d'affaires, qui s'appuie sur une gestion décentralisée, une comparaison continue des meilleures pratiques et sur une expertise opérationnelle bénéficiant des expériences vécues dans les différentes régions de notre réseau. Notre positionnement provient également de l'importance que nous accordons aux marchandises en magasin ainsi que de nos investissements continus dans nos magasins.

Le secteur des magasins d'accommodation est fragmenté et en phase de consolidation. Les économies d'échelle sont devenues essentielles pour réussir dans ce secteur d'activités. Nous participons à ce processus de consolidation par le biais des acquisitions que nous effectuons et des parts de marchés que nous gagnons suivant la fermeture de sites concurrents et par l'amélioration de notre offre et nous croyons qu'il est encore possible pour les intervenants de l'industrie qui, comme nous, disposent d'une bonne situation financière, de réaliser une croissance continue et ce, encore plus dans les conditions économiques et de financement difficiles actuelles. Toutefois, dans le cas d'acquisitions, celles-ci doivent se faire à des conditions raisonnables afin de permettre de créer de la valeur pour la compagnie et ses actionnaires. Nous ne préconisons donc pas l'augmentation du nombre de magasins au détriment de la rentabilité. Notons même qu'au cours des dernières années, il a plusieurs fois été plus avantageux de racheter nos propres actions à des multiples moindres que les réseaux de magasins qui nous étaient offerts.

Données sur le taux de change

Nous présentons nos données en dollars US, ce qui procure une information plus pertinente compte tenu de la prédominance de nos opérations aux États-Unis et de notre dette libellée en grande partie en dollars US.

Le tableau suivant présente les renseignements sur les taux de change en fonction des taux de clôture de la Banque du Canada, indiqués en dollars US par tranche de 1,00 \$ CA :

	Périodes de 16 semaines terminées les		Périodes de 40 semaines terminées les	
	30 janvier 2011	31 janvier 2010	30 janvier 2011	31 janvier 2010
Moyenne pour la période ⁽¹⁾	0,9921	0,9499	0,9750	0,9173
Fin de la période	0,9989	0,9352	0,9989	0,9352

⁽¹⁾ Calculée en prenant la moyenne des taux de change à la clôture de chaque jour de la période indiquée.

Puisque nous utilisons le dollar américain comme monnaie de présentation dans nos états financiers consolidés et dans le présent document, sauf indication contraire, les résultats de nos opérations canadiennes et corporatives sont convertis en dollars américains au taux moyen de la période. Les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien dont nous traitons dans le présent document sont donc liés à la conversion en dollars américains des résultats de nos opérations canadiennes et corporatives et n'ont pas d'impacts économiques réels sur notre performance puisque la plupart de nos revenus et de nos charges consolidés sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels nous exerçons nos activités. Par conséquent, la sensibilité de nos résultats à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

Aperçu du troisième trimestre de l'exercice 2011

Acquisitions et construction de nouveaux magasins

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011, nous avons fait l'acquisition de neuf magasins par l'entremise de sept transactions distinctes.

De plus, nous avons construit dix nouveaux magasins au cours de la période de 16 semaines terminée le 30 janvier 2011 et 26 depuis le début de l'exercice 2011.

Programme de rachat d'actions

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011, nous avons mis en place un nouveau programme de rachat d'actions. Ce programme nous permet de racheter un maximum de 2 685 335 des 53 706 712 actions à vote multiple catégorie A et un maximum de 11 621 801 des 116 218 014 actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et en circulation au 20 octobre 2010 (représentant 5,0 % des actions à vote multiple catégorie A émises et en circulation et 10,0 % des actions à droit de vote subalterne catégorie B détenues par le public, respectivement à cette date, tel que défini par les règles applicables). En vertu des exigences de la Bourse de Toronto, nous pouvons procéder à un rachat quotidien maximum de 1 000 actions à vote multiple catégorie A et 83 622 actions à droit de vote subalterne catégorie B. Ces rachats ont pour effet de réduire le nombre d'actions à vote multiple catégorie A et d'actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et d'augmenter la quote-part proportionnelle de tous les actionnaires de la compagnie restants au pro rata de leur participation relative dans le capital actions de la compagnie. La période de rachat se terminera au plus tard le 24 octobre 2011. Toutes les actions rachetées en vertu du programme de rachat d'actions sont annulées dès leur rachat. Durant la période de 16 semaines terminée le 30 janvier 2011, en vertu de ce programme, nous avons racheté 9 000 actions à vote multiple

catégorie A à un coût moyen pondéré de 24,83 \$ CA par action et 2 435 900 actions à droit de vote subalterne catégorie B à un coût moyen pondéré de 24,86 CA \$.

Rachat anticipé de la dette subordonnée non garantie

Le 15 décembre 2010, nous avons procédé au rachat anticipé de notre dette subordonnée non garantie (la « dette ») au prix de 101,25 % du montant notionnel. La dette avait un notionnel de 350,0 millions \$ et portait intérêt au taux de 7,5 %. Le montant total déboursé pour le rachat s'est donc chiffré à 354,4 millions \$, correspondant au montant notionnel de la dette de 350,0 million \$ plus une prime de 4,4 million \$. Au moment du rachat, la dette avait une valeur comptable de 351,4 millions \$. Un impact négatif net de 3,0 millions \$ avant impôts a donc été enregistré aux résultats. Cet impact négatif net est composé de la prime versée de 4,4 millions \$, nette du gain de 1,4 millions \$ découlant de la différence entre la valeur comptable de la dette de 351,4 millions \$ et le montant notionnel de 350,0 millions \$.

Dividendes

Lors de sa réunion du 10 mars 2011, le conseil d'administration de la compagnie a déclaré et approuvé le paiement d'un dividende trimestriel de 0,05 \$ CA par action aux actionnaires inscrits au 21 mars 2011 pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, payable le 29 mars 2011. Il s'agit d'un dividende déterminé au sens de la *Loi de l'impôt sur le Revenu* du Canada.

Actions et options d'achat d'actions en circulation

Au 4 mars 2011, 53 694 712 actions à vote multiple catégorie A et 129 572 581 à droit de vote subalterne catégorie B de Couche-Tard étaient émises et en circulation. De plus, à pareille date, il y avait 6 295 720 options d'achat d'actions à droit de vote subalterne catégorie B de Couche-Tard en circulation.

Sommaire du mouvement de nos magasins pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de l'exercice 2011

Le tableau suivant présente certaines informations concernant les mouvements de nos magasins au cours des périodes de 16 et 40 semaines terminées le 30 janvier 2011 :

	Période de 16 semaines terminée le 30 janvier 2011			Période de 40 semaines terminée le 30 janvier 2011		
	Magasins corporatifs	Magasins affiliés	Total	Magasins corporatifs	Magasins affiliés	Total
Nombre de magasins au début de la période	4 415	1 489	5 904	4 408	1 470	5 878
Acquisitions	9	-	9	40	-	40
Ouvertures / constructions / ajouts	10	17	27	26	100	126
Fermetures / dispositions / retraits	(31)	(35)	(66)	(71)	(99)	(170)
Nombre de magasins à la fin de la période	4 403	1 471	5 874	4 403	1 471	5 874

Informations financières consolidées choisies

Le tableau suivant présente certaines informations concernant nos opérations pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées les 30 janvier 2011 et 31 janvier 2010 :

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	Périodes de 16 semaines terminées			Périodes de 40 semaines terminées		
	les	les	Variation %	les	les	Variation %
	30 janvier 2011	31 janvier 2010		30 janvier 2011	31 janvier 2010	
Données sur les résultats d'exploitation :						
Ventes de marchandises et services ⁽¹⁾ :						
États-Unis	1 211,8	1 161,0	4,4	3 208,6	3 061,3	4,8
Canada	584,9	554,7	5,4	1 602,2	1 461,5	9,6
Total des ventes de marchandises et services	1 796,7	1 715,7	4,7	4 810,8	4 522,8	6,4
Ventes de carburant :						
États-Unis	3 161,1	2 684,2	17,8	7 720,3	6 591,5	17,1
Canada	653,4	535,3	22,1	1 593,7	1 321,8	20,6
Total des ventes de carburant	3 814,5	3 219,5	18,5	9 314,0	7 913,3	17,7
Total des ventes	5 611,2	4 935,2	13,7	14 124,8	12 436,1	13,6
Marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾ :						
États-Unis	401,7	381,7	5,2	1 058,8	1 002,8	5,6
Canada	195,3	183,7	6,3	552,3	495,3	11,5
Marge brute totale sur les marchandises et services	597,0	565,4	5,6	1 611,1	1 498,1	7,5
Marge brute sur le carburant :						
États-Unis	145,7	130,2	11,9	446,8	373,4	19,7
Canada	43,2	35,6	21,3	106,5	93,0	14,5
Marge brute totale sur le carburant	188,9	165,8	13,9	553,3	466,4	18,6
Marge brute totale	785,9	731,2	7,5	2 164,4	1 964,5	10,2
Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux	616,8	589,9	4,6	1 565,9	1 468,4	6,6
Amortissements des immobilisations et des autres actifs	67,0	63,2	6,0	164,8	155,1	6,3
Bénéfice d'exploitation	102,1	78,1	30,7	433,7	341,0	27,2
Bénéfice net	71,0	54,8	29,6	306,1	234,1	30,8
Autres données d'exploitation :						
Marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾ :						
Consolidée	33,2 %	33,0 %	0,2 %	33,5 %	33,1 %	0,4 %
États-Unis	33,1 %	32,9 %	0,2 %	33,0 %	32,8 %	0,2 %
Canada	33,4 %	33,1 %	0,3 %	34,5 %	33,9 %	0,6 %
Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable ⁽²⁾⁽³⁾ :						
États-Unis	3,9 %	3,0 %		4,4 %	2,7 %	
Canada	0,4 %	4,9 %		2,8 %	4,2 %	
Marge brute sur le carburant ⁽³⁾ :						
États-Unis (cents par gallon)	13,38	12,88	3,9	16,26	14,54	11,8
Canada (cents CA par litre)	5,66	5,16	9,7	5,48	5,44	0,7
Volume de carburant vendu ⁽⁴⁾ :						
États-Unis (millions de gallons)	1 101,2	1 043,3	5,5	2 808,0	2 656,4	5,7
Canada (millions de litres)	770,4	724,8	6,3	1 996,8	1 860,9	7,3
Croissance du volume de carburant par magasin comparable ⁽⁵⁾ :						
États-Unis	0,7 %	(0,2 %)		0,8 %	1,5 %	
Canada	3,2 %	1,4 %		4,5 %	2,0 %	
Données par action :						
Bénéfice net de base par action (dollars par action)	0,38	0,30	26,7	1,65	1,27	29,9
Bénéfice net dilué par action (dollars par action)	0,38	0,29	31,0	1,62	1,24	30,6
				30 janvier 2011	25 avril 2010	Variation \$
Situation financière :						
Actif total				3 697,6	3 696,7	0,9
Dette portant intérêts				526,0	741,2	(215,2)
Capitaux propres				1 850,1	1 614,3	235,8
Ratios d'endettement :						
Dette nette à intérêts / capitalisation totale ⁽⁶⁾				0,16 : 1	0,24 : 1	
Dette nette à intérêts / BAIIA ⁽⁶⁾				0,46 : 1 ⁽⁷⁾	0,80 : 1	
Dette nette à intérêts ajustée / BAIIAL ⁽⁸⁾				2,24 : 1 ⁽⁷⁾	2,81 : 1	
Rentabilité :						
Rendement des capitaux propres ⁽⁷⁾⁽⁹⁾				22,2 %		
Rendement des capitaux employés ⁽⁷⁾⁽¹⁰⁾				18,8 %		

(1) Comprend les autres revenus tirés des redevances de franchisage, des royautés et des remises sur certains achats effectués par les franchisés et les affiliés.

(2) Ne comprend pas les services et autres revenus (décrits à la note 1 ci-dessus). La croissance au Canada est calculée en dollars canadiens.

(3) Pour les magasins corporatifs seulement.

(4) Comprend les volumes des franchises et des agents à commissions.

(5) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : la dette à long terme portant intérêts, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par l'addition de l'avoir des actionnaires et de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les PCGR canadiens et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

(6) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : la dette à long terme portant intérêts, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par le BAIIA (Bénéfice Avant Impôts, Intérêts et Amortissements). Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les PCGR canadiens et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

(7) Ce ratio a été normalisé sur un an. Il inclut les résultats du premier, deuxième et troisième trimestres de l'exercice qui se terminera le 24 avril 2011 ainsi que ceux du quatrième trimestre de l'exercice qui s'est terminé le 25 avril 2010.

(8) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la santé financière utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : la dette à long terme portant intérêts plus la dépense de loyer multiplié par huit, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par le BAIIAL (Bénéfice Avant Impôts, Intérêts, Amortissements et dépense de Loyer). Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les PCGR canadiens et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

(9) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : le bénéfice net cumulatif des quatre derniers trimestres divisé par l'avoir des actionnaires moyens pour cette période. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les PCGR canadiens et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

(10) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : le bénéfice avant impôt et intérêts cumulatif des quatre derniers trimestres divisé par les capitaux employés moyens pour cette période. Les capitaux employés représentent l'actif total moins le passif à court terme. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les PCGR canadiens et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

Analyse des résultats consolidés pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de l'exercice 2011

Chiffre d'affaires

Notre chiffre d'affaires a atteint 5,6 milliards \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, en hausse de 676,0 millions \$, soit une augmentation de 13,7 %, principalement attribuable à l'augmentation des ventes de carburant liée au prix de vente moyen à la pompe plus élevé et à l'accroissement du volume de carburant vendu aux États-Unis et au Canada, à un dollar canadien plus fort ainsi qu'à la croissance des ventes de marchandises et services.

En ce qui a trait aux trois premiers trimestres de l'exercice 2011, notre chiffre d'affaires est en hausse de 1,7 milliard \$, soit une augmentation de 13,6 % comparativement aux trois premiers trimestres de l'exercice 2010 pour des raisons similaires à celles citées pour le troisième trimestre.

Plus spécifiquement, la croissance des ventes de marchandises et services du troisième trimestre de l'exercice 2011 a été de 81,0 millions \$ ou 4,7 % dont approximativement 25,0 millions \$ ont été générés par un dollar canadien plus fort. Du côté de la croissance interne, la hausse des ventes de marchandises par magasin comparable aux États-Unis s'est établie à 3,9 % tandis qu'elle s'est élevée à 0,4 % au Canada. Tant du côté du marché canadien qu'américain, la croissance des ventes de marchandises par magasin comparable est attribuable à nos stratégies de mise en marché, à la réalité économique de chacun de nos marchés ainsi qu'aux investissements que nous avons effectués pour améliorer l'offre de produits et le service dans nos magasins.

Pour ce qui est des trois premiers trimestres de l'exercice 2011, nos ventes de marchandises et services ont augmenté de 288,0 millions \$, une hausse de 6,4 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent pour des raisons similaires à celles données pour le troisième trimestre dont l'augmentation des ventes de marchandises par magasin comparable de 4,4 % aux États-Unis et de 2,8 % au Canada.

Les ventes de carburant ont affiché une augmentation de 595,0 millions \$ ou 18,5 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, dont 101,0 millions \$ sont attribuables au volume supplémentaire provenant d'un nombre grandissant de sites offrant du carburant et approximativement 24,0 millions \$ ont été générés par l'appréciation de la devise canadienne face à la devise américaine. Pour ce qui est de la croissance du volume de carburant par magasin comparable, elle a été de 0,7 % aux États-Unis et de 3,2 % au Canada. Le prix de vente moyen plus élevé du carburant a quant à lui engendré une augmentation des ventes d'approximativement 345,0 millions \$, tel que le démontre le tableau suivant en débutant par le quatrième trimestre de l'exercice terminé le 25 avril 2010 :

Trimestre	4 ^e	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 30 janvier 2011					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,71	2,72	2,67	2,89	2,76
Canada (cents CA par litre)	92,36	91,46	90,47	97,76	93,32
Période de 52 semaines terminée le 31 janvier 2010					
États-Unis (dollars US par gallon)	1,95	2,41	2,48	2,59	2,38
Canada (cents CA par litre)	78,67	88,80	89,24	90,00	87,13

Pour les trois premiers trimestres de l'exercice 2011, les ventes de carburant ont affiché une augmentation de 1,4 milliard \$ ou 17,7 %, dont 275,0 millions \$ sont attribuables au volume supplémentaire provenant d'un nombre grandissant de sites offrant du carburant et approximativement 83,0 millions \$ ont été générés par l'appréciation de la devise canadienne face à la devise américaine. Pour ce qui est de la croissance du volume de carburant par magasin comparable, elle a été de 0,8 % aux États-Unis et de 4,5 % au Canada. Le prix de vente moyen plus élevé du carburant a quant à lui engendré une augmentation des ventes d'approximativement 747,0 millions \$.

Marge brute

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, la marge brute consolidée sur les marchandises et services s'est établie à 33,2 %, en hausse de 0,2 % par rapport au trimestre comparable de l'exercice 2010. Aux États-Unis, la marge s'est chiffrée à 33,1 % tandis qu'au Canada elle s'est chiffrée à 33,4 %, en hausse de 0,2 % et 0,3 %, respectivement. Ces hausses reflètent les changements au mix-produits, les améliorations que nous avons apportées à nos conditions d'approvisionnement ainsi que notre stratégie de mise en marché adaptée à notre environnement compétitif et à la réalité économique de chacun de nos marchés.

Pour ce qui est des trois premiers trimestres de l'exercice 2011, la marge brute consolidée sur les marchandises et services se chiffre à 33,5 %, soit 33,0 % aux États-Unis, en hausse de 0,2 % et à 34,5 % au Canada, en hausse de 0,6 %.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, la marge brute sur le carburant de nos magasins corporatifs des États-Unis affiche une hausse de 0,50 ¢ par gallon, passant de 12,88 ¢ par gallon l'an dernier à 13,38 ¢ par gallon cette année. Toutefois, en prenant compte des frais liés aux modes de paiement électroniques, la marge nette par gallon est comparable. Au Canada, la marge brute est en hausse, atteignant 5,66 ¢ CA par litre comparativement à 5,16 ¢ CA par litre au troisième trimestre de l'exercice 2010. Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes sur le carburant

dégagées par nos sites corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiements électroniques pour les huit derniers trimestres en débutant par le quatrième trimestre de l'exercice terminé le 25 avril 2010 :

(en cents US par gallon)

Trimestre	4 ^e	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 30 janvier 2011					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiements électroniques	14,21	19,12	17,12	13,38	15,80
Frais liés aux modes de paiements électroniques	4,14	4,17	4,17	4,36	4,22
Déduction faite des frais liés aux modes de paiements électroniques	10,07	14,95	12,95	9,02	11,58
Période de 52 semaines terminée le 31 janvier 2010					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiements électroniques	11,38	15,43	15,78	12,88	13,82
Frais liés aux modes de paiements électroniques	3,10	3,56	3,79	3,85	3,60
Déduction faite des frais liés aux modes de paiements électroniques	8,28	11,87	11,99	9,03	10,22

Pour ce qui est de la période de 40 semaines terminée le 30 janvier 2011, la marge brute sur le carburant de nos magasins corporatifs des États-Unis affiche une hausse de 1,72 ¢ par gallon, passant de 14,54 ¢ par gallon l'exercice dernier à 16,26 ¢ par gallon cette année. Au Canada, la marge est en très légère hausse, atteignant 5,48 ¢ CA par litre comparativement à 5,44 ¢ CA par litre aux trois premiers trimestres de l'exercice 2010.

Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux sont en hausse de 4,6 % comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2010. Les frais ont augmenté de 1,6 % en raison de la hausse des frais liés aux modes de paiements électroniques, de 1,3 % en raison de l'appréciation du dollar canadien et de 0,9 % en raison des acquisitions. En excluant ces éléments, la hausse des frais est donc de seulement 0,8 %, reflétant la hausse des heures travaillées en magasin afin de supporter l'augmentation des ventes de marchandises et services, la hausse du salaire minimum dans certaines régions ainsi que la hausse normale des coûts afférents à l'inflation. De plus, en proportion des ventes de marchandises et services, et en excluant les frais liés aux modes de paiements électroniques pour les deux périodes comparables, les frais ont représenté 30,8 % des ventes au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011 contre 31,3 % au cours du troisième trimestre de l'exercice 2010.

En ce qui a trait aux trois premiers trimestres de l'exercice 2011, les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux sont en hausse de 6,6 % comparativement à la période correspondante de l'exercice 2010. Les frais ont augmenté de 1,8 % en raison de l'appréciation du dollar canadien, de 1,6 % en raison de la hausse des frais liés aux modes de paiements électroniques et de 0,7 % en raison des acquisitions. De plus, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2011, suite au non renouvellement de notre offre publique pour l'acquisition de Casey's, nous avons passé à la dépense les frais afférents qui avaient été préalablement reportés, ce qui a fait grimper les dépenses de 0,6 %. En excluant ces éléments, la hausse des frais est donc de 1,9 % pour des raisons similaires à celles citées pour le troisième trimestre. De plus, en proportion des ventes de marchandises et services, et en excluant les frais afférents à Casey's ainsi que les frais liés aux modes de paiements électroniques pour les deux périodes comparables, les frais ont représenté 29,1 % des ventes au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 2011 contre 29,6 % au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 2010.

Cette performance reflète notre recherche constante de moyens d'améliorer notre efficacité tout en prenant bien soin de maintenir la qualité du service que nous offrons à nos clients. En proportion des ventes de marchandises et services, nous avons amélioré notre performance au cours des huit derniers trimestres. Notre modèle d'affaire décentralisé et notre culture organisationnelle sont clairement des facteurs nous permettant d'être l'un des opérateurs les plus efficaces de notre industrie.

Bénéfice avant intérêts, impôts, et amortissements (BAIIA)

Au troisième trimestre de l'exercice 2011, le BAIIA a augmenté de 19,7 % comparativement à la période comparable de l'exercice précédent, pour atteindre 169,1 millions \$ tandis qu'il a atteint 598,5 millions \$ durant les trois premiers trimestres de l'exercice 2011, en hausse de 20,6 %. Les acquisitions ont contribué au BAIIA pour un montant de 1,0 million \$ au cours du troisième trimestre et 3,8 millions \$ au cours des trois premiers trimestres.

Il est à noter que le BAIIA ne constitue pas une mesure de performance reconnue selon les PCGR canadiens, mais nous l'utilisons, ainsi que les investisseurs et les analystes, afin d'évaluer la performance de l'entreprise en matière de finance et d'exploitation. Notons que notre méthode de calcul peut différer de celle utilisée par d'autres compagnies publiques :

(en millions de dollars américains)	Périodes de 16 semaines terminées les		Périodes de 40 semaines terminées les	
	30 janvier 2011	31 janvier 2010	30 janvier 2011	31 janvier 2010
Bénéfice net, tel que publié	71,0	54,8	306,1	234,1
Rajouter :				
Impôts sur les bénéfices	21,1	14,7	103,3	84,4
Frais financiers	10,0	8,6	24,3	22,5
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	67,0	63,2	164,8	155,1
BAIIA	169,1	141,3	598,5	496,1

Amortissements des immobilisations et des autres actifs

Pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de l'exercice 2011, la dépense d'amortissements a augmenté en raison des investissements que nous avons effectués par le biais des acquisitions, du remplacement d'équipements, de l'ajout de magasins et de l'amélioration continue de notre réseau.

Frais financiers

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, les frais financiers ont augmenté de 1,4 million \$ comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2010 tandis qu'ils ont augmenté de 1,8 millions \$ pour les trois premiers trimestres de l'exercice 2011. Ces hausses sont principalement attribuables aux contrats de location-acquisition supplémentaires. Quant à la charge nette non récurrente de 3,0 millions \$ enregistrée suite au rachat anticipé de notre dette subordonnée non garantie de 350,0 millions \$, elle a été contrebalancée par la diminution des emprunts et taux d'intérêt moyens.

Impôts sur les bénéfices

Le taux d'impôt du troisième trimestre de l'exercice 2011 est de 22,9 % comparativement au taux de 21,1 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au niveau des trois premiers trimestres de l'exercice 2011, le taux d'impôt s'est chiffré à 25,2 % comparativement au taux de 26,5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Bénéfice net

Nous avons clôturé le troisième trimestre de l'exercice 2011 avec un bénéfice net de 71,0 millions \$, soit 0,38 \$ par action (0,38 \$ par action sur une base diluée) comparativement à 54,8 millions \$ l'exercice précédent (0,29 \$ par action sur une base diluée), en hausse de 16,2 millions \$, soit 29,6 %. Le renforcement du dollar canadien a eu un impact favorable d'approximativement 1,5 million \$ sur le bénéfice net.

Pour ce qui est des trois premiers trimestres de l'exercice 2011, le bénéfice net est de 306,1 millions \$, soit 1,65 \$ par action (1,62 \$ par action sur une base diluée) comparativement à 234,1 millions \$ l'exercice précédent (1,24 \$ par action sur une base diluée), en hausse de 72,0 millions \$, soit 30,8 %. Le renforcement du dollar canadien a eu un impact favorable d'approximativement 7,5 millions \$ sur le bénéfice net.

Pour leur part, les frais afférents à notre offre publique pour l'acquisition de Casey's ont eu un impact négatif d'approximativement 7,0 millions \$ sur le bénéfice net des trois premiers trimestres de l'exercice 2011, soit 0,04 \$ par action sur une base diluée. Il est à noter que lors de la vente des actions de Casey's au quatrième trimestre de l'exercice 2010, un gain après impôts de 11,4 millions \$ avait été enregistré.

Situation de trésorerie et sources de financement

Nos sources de liquidités demeurent inchangées par rapport à l'exercice terminé le 25 avril 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter notre rapport annuel 2010.

Pour ce qui est du rachat anticipé de notre dette subordonnée non garantie, de nos dépenses en immobilisations, des acquisitions et des rachats d'actions que nous avons réalisés au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 2011, ils ont été financés à même notre trésorerie disponible et nos facilités de crédit. Nous prévoyons que nos rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation et nos emprunts disponibles en vertu de nos facilités de crédit renouvelables non garanties couvriront nos besoins de liquidités dans un avenir prévisible.

Nos facilités de crédit n'ont subi aucun changement au niveau de leurs conditions d'utilisation depuis le 25 avril 2010. En date du 30 janvier 2011, nos crédits d'exploitation à terme renouvelables non garantis étaient utilisés à hauteur de 486,0 millions \$ (250,0 millions \$ pour la portion en dollars US et 236,0 millions \$ pour la portion en dollars canadien). À cette même date, le taux d'intérêt moyen pondéré effectif était de 0,81 %. De plus, des lettres de garantie de 0,8 million \$ CA et de 29,4 millions \$ étaient en circulation en date du 30 janvier 2011.

Données choisies sur les flux de trésorerie consolidés

(en millions de dollars US)

	Périodes de 16 semaines terminées les			Périodes de 40 semaines terminées les		
	30 janvier 2011	31 janvier 2010	Variation \$	30 janvier 2011	31 janvier 2010	Variation \$
Activités d'exploitation						
Fonds autogénérés ⁽¹⁾	158,8	117,1	41,7	488,8	394,3	94,5
Autres	(163,4)	(142,7)	(20,7)	(101,2)	(179,6)	78,4
Rentrées (sorties) de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	(4,6)	(25,6)	21,0	387,6	214,7	172,9
Activités d'investissement						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'autres actifs, déduction faite des produits de cessions d'immobilisations et d'autres actifs	(63,7)	(94,6)	30,9	(124,9)	(167,2)	42,3
Acquisitions d'entreprises	(8,5)	(44,3)	35,8	(34,8)	(111,9)	77,1
Produits tirés de transactions de cession-bail	-	1,0	(1,0)	5,1	10,6	(5,5)
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement	(72,2)	(137,9)	65,7	(154,6)	(268,5)	113,9
Activités de financement						
Rachat anticipé de la dette subordonnée non garantie	(332,6)	-	(332,6)	(332,6)	-	(332,6)
Augmentation des autres emprunts à long terme	234,3	110,2	124,1	134,9	80,2	54,7
Rachat d'actions	(60,2)	-	(60,2)	(60,2)	(56,4)	(3,8)
Somme reçue afférente à la résiliation anticipée d'un contrat de swap de taux d'intérêt	-	2,5	(2,5)	-	2,5	(2,5)
Dividendes	(9,1)	(6,1)	(3,0)	(23,4)	(18,0)	(5,4)
Émission d'actions	4,8	0,3	4,5	10,0	2,3	7,7
(Sorties) rentrées de fonds nettes liées aux activités de financement	(162,8)	106,9	(269,7)	(271,3)	10,6	(281,9)

Cote de crédit corporative

Standard and Poor's

BB+

BB+

BB+

BB+

- (1) Ces fonds autogénérés sont présentés à titre d'information seulement et représentent une mesure de performance surtout utilisée par les milieux financiers. Ils représentent le bénéfice net plus les amortissements, la perte (gain) sur cessions d'immobilisations et les impôts futurs. Ils n'ont pas de sens normalisé prescrit par les PCGR canadiens et ne pourraient donc être comparés à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

Activités d'exploitation

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011, des sorties de fonds nettes de 4,6 millions \$ sont attribuables aux activités d'exploitation, incluant les éléments en lien avec le remboursement anticipé de la dette subordonnée non garantie, tels que décrits à la note 9 des états financiers consolidés pour la période de 40 semaine terminée le 30 janvier 2011. Pour ce qui est des trois premiers trimestres de l'exercice 2011, l'exploitation de nos magasins a généré des rentrées de fonds nettes de 387,6 millions \$, une augmentation de 172,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice 2010 pour des raisons similaires à celles du trimestre.

Activités d'investissement

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011, les activités d'investissement sont principalement liées à l'acquisition de neuf magasins corporatifs pour un montant total de 8,5 millions \$ et aux dépenses en immobilisations pour un montant total de 63,7 millions \$. Depuis le début de l'exercice, nous avons acquis 40 magasins corporatifs pour un total de 34,8 millions \$ et avons déboursé un total de 124,9 millions \$ pour les dépenses en immobilisations. Les dépenses en immobilisations ont principalement résulté du remplacement d'équipements dans certains magasins afin d'améliorer l'offre de produits et services, de l'ajout de nouveaux magasins ainsi que de l'amélioration continue de notre réseau.

Activités de financement

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011, nous avons procédé au rachat anticipé de notre dette subordonnée non garantie pour un montant de 332,6 millions \$. Les autres emprunts à long terme ont quant à eux augmenté de 234,3 millions \$, entre autres afin de pourvoir, en partie, au rachat de la dette subordonnée non garantie. Finalement, nous avons déboursé 60,2 millions \$ en vertu de notre programme de rachat d'actions alors que nous avons versé 9,1 millions \$ en dividendes.

Situation financière au 30 janvier 2011

Tel que le démontrent nos ratios d'endettement inclus à la section « Informations financières consolidées choisies » et que nos rentrées de fonds nettes liées à nos activités d'exploitation, nous disposons d'une excellente santé financière.

Notre actif consolidé a totalisé 3,7 milliards \$ au 30 janvier 2011, semblable au solde en date du 25 avril 2010. Pour la période de 52 semaines terminée le 30 janvier 2011, nous avons enregistré un rendement des capitaux employés de 18,8 %¹.

Les capitaux propres se sont établis à 1,9 milliard \$ au 30 janvier 2011, une augmentation de 235,8 millions \$ par rapport au solde en date du 25 avril 2010, en grande partie attribuable au bénéfice net des trois premiers trimestres de l'exercice 2011,

¹ Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : le bénéfice avant impôt et intérêts cumulatif des quatre derniers trimestres divisé par les capitaux employés moyens pour cette période. Les capitaux employés représentent l'actif total moins le passif à court terme. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les PCGR canadiens et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques. Ce ratio a été normalisé sur un an. Il inclut les résultats du premier, deuxième et troisième trimestres de l'exercice qui se terminera le 24 avril 2011 ainsi que ceux du quatrième trimestre de l'exercice qui s'est terminé le 25 avril 2010.

contrebalancé, en partie, par les dividendes déclarés et les rachats d'actions. Pour la période de 52 semaines terminée le 30 janvier 2011, nous avons enregistré un rendement des capitaux propres de 22,2 %¹.

Engagements contractuels et commerciaux

Il n'est survenu aucun changement d'importance au cours de la période de 40 semaines terminée le 30 janvier 2011 au niveau de nos engagements contractuels et commerciaux. Pour plus d'informations, veuillez consulter le rapport annuel 2010.

Principales informations financières trimestrielles (Non vérifié)

(en millions de dollars US, sauf les montants par action, non vérifié)

Trimestre Semaines	Période de 40 semaines terminée le 30 janvier 2011			Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2010				Extrait de la période de 52 semaines terminée le 26 avril 2009	
	3 ^e	2 ^e	1 ^{er}	4 ^e	3 ^e	2 ^e	1 ^{er}		4 ^e
	16 semaines	12 semaines	12 semaines	12 semaines	16 semaines	12 semaines	12 semaines		12 semaines
Chiffre d'affaires	5 611,2	4 240,7	4 272,9	4 003,5	4 935,2	3 825,8	3 675,1	2 994,0	
Bénéfice avant amortissements des immobilisations et des autres actifs, frais financiers et impôts sur les bénéfices	169,1	199,7	229,7	150,5	141,3	176,4	178,4	105,0	
Amortissements des immobilisations et des autres actifs	67,0	49,8	48,0	49,4	63,2	46,9	45,0	42,6	
Bénéfice d'exploitation	102,1	149,9	181,7	101,1	78,1	129,5	133,4	62,4	
Frais financiers	10,0	7,4	6,9	7,4	8,6	7,0	6,9	6,8	
Bénéfice net	71,0	105,6	129,5	68,8	54,8	88,2	91,1	38,0	
Bénéfice net par action									
De base	0,38 \$	0,57 \$	0,70 \$	0,37 \$	0,30 \$	0,48 \$	0,49 \$	0,20 \$	
Dilué	0,38 \$	0,56 \$	0,69 \$	0,37 \$	0,29 \$	0,47 \$	0,48 \$	0,20 \$	

Normes internationales

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a annoncé que les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes adopteront les Normes internationales d'information financière (IFRS) établies par le International Accounting Standard Board (IASB), à compter de l'année 2011. Pour ces entreprises, les IFRS remplaceront les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) présentement en vigueur. Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR, mais comportent des différences au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation et de la présentation de l'information. D'ici à ce qu'ait lieu la conversion, le CNC devrait continuer de publier des normes comptables en convergence avec les IFRS, atténuant ainsi l'incidence de l'adoption des IFRS à la date de transition.

Ces nouvelles normes seront applicables aux exercices commençant le ou après le 1^{er} janvier 2011. Les entreprises devront présenter les informations financières comparatives en conformité avec les normes IFRS pour l'année financière précédente. Nous publierons des états financiers consolidés dressés conformément aux IFRS à compter du premier trimestre de notre exercice 2012.

Nous avons élaboré un plan de conversion de nos états financiers consolidés aux IFRS. Nous avons désigné un gestionnaire de projet qui assurera la direction du basculement vers les IFRS. Nos vérificateurs externes sont informés et consultés sur nos choix. Notre comité de vérification veille à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités et réussisse la conversion aux IFRS tandis que nous continuons de fournir une formation aux employés clés. Des modifications de conventions comptables auront lieu et auront une incidence sur nos états financiers consolidés.

Les principales phases, activités, échéances et l'état de l'avancement de notre plan de travail sont résumés ci-après :

Phase 1 : Analyse préliminaire et diagnostic	
Activités	<ul style="list-style-type: none"> ○ Identification des normes IFRS qui entraîneront des changements au niveau de la comptabilisation et des informations à fournir dans les états financiers consolidés. ○ Classement des normes en fonction de leur impact attendu sur nos états financiers consolidés et des efforts requis au niveau de leur implantation.
Échéance	Fin de l'exercice 2008
Avancement	Terminé

¹ Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : le bénéfice net cumulatif des quatre derniers trimestres divisé par l'avoir des actionnaires moyens pour cette période. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les PCGR canadiens et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques. Ce ratio a été normalisé sur un an. Il inclut les résultats du premier, deuxième et troisième trimestres de l'exercice qui se terminera le 24 avril 2011 ainsi que ceux du quatrième trimestre de l'exercice qui s'est terminé le 25 avril 2010

Phase 2 : Analyse des normes

Activités	<ul style="list-style-type: none"> o Analyse des différences entre les PCGR du Canada et les IFRS. o Choix des conventions comptables que la compagnie appliquera de façon continue. o Choix par la compagnie des allègements offerts par la norme IFRS 1 à la date de transition. o Calcul des impacts quantitatifs sur les états financiers consolidés. o Analyse des informations à fournir. o Préparation d'un projet d'états financiers consolidés et de notes. o Préparation du bilan d'ouverture consolidé à la date de transition. o Identification des impacts collatéraux dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"> ▪ technologies de l'information ; ▪ contrôle interne à l'égard de l'information financière ; ▪ contrôles et procédures de communication de l'information ; ▪ contrats ; ▪ rémunération ; ▪ fiscalité ; ▪ formation. o Revue formelle par nos vérificateurs de nos conclusions, de notre bilan en date de transition (bilan d'ouverture) et de notre projet d'états financiers consolidés et de notes.
Échéance	Fin novembre 2010
Avancement	Terminé

Phase 3 : Mise en application

Activités	<ul style="list-style-type: none"> o Compilation des données financières comparatives. o Élaboration des états financiers consolidés intermédiaires et des informations à fournir. o Élaboration des états financiers consolidés annuels et des informations à fournir. o Mise en application des modifications relatives aux impacts collatéraux.
Échéance	<ul style="list-style-type: none"> o À la fin de notre exercice 2011, notre bilan d'ouverture, nos données financières comparatives selon les IFRS et les modifications relatives aux impacts collatéraux seront complétés. o Au cours de notre exercice 2012, nous présenterons nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels ainsi que les informations à fournir selon les IFRS.
Avancement	En cours.

Plusieurs différences existent entre les PCGR canadiens et les IFRS. L'IASB révisé actuellement un grand nombre de normes IFRS. L'analyse des changements et des décisions à prendre en matière de convention comptables a été effectuée en fonction des normes comptable présentement en vigueur. Le tableau qui suit présente un sommaire des différences les plus importantes en date du 10 mars 2011, considérant leur incidence pour notre entreprise :

Norme IFRS	Comparaison entre les PCGR du Canada et les IFRS	Constatation
Immobilisations corporelles (IAS 16)	<p>PCGR du Canada : Les immobilisations corporelles doivent être constatées au coût d'acquisition et amorties sur leur durée de vie utile.</p> <p>IFRS : Une entité peut choisir entre le modèle du coût (identique aux PCGR du Canada) ou le modèle de la réévaluation pour les mesures subséquentes.</p>	Nous continuerons l'utilisation du modèle du coût. Nous ne nous attendons pas à ce que cette norme ait un impact significatif sur nos états financiers consolidés.
Contrats de location (IAS 17)	<p>PCGR du Canada : Les PCGR du Canada comprennent des directives quantitatives afin de distinguer un contrat de location-acquisition d'un contrat de location-exploitation.</p> <p>Selon les PCGR du Canada, tout gain ou perte résultant d'une transaction de cession-bail doit être reporté et imputé aux résultats sur la durée du bail.</p> <p>IFRS : Les IFRS ne comprennent pas d'indications quantitatives permettant la distinction. Les contrats de location doivent être évalués sur le plan qualitatif.</p> <p>Selon les IFRS, le gain découlant d'une transaction de cession-bail effectuée à la juste valeur, qui résulte pour le preneur en un contrat de location-exploitation, doit être comptabilisé immédiatement aux résultats.</p>	<p>Les contrats de location en cours ont été analysés d'un point de vue qualitatif. Nous ne nous attendons pas à ce que cette norme ait un impact significatif sur nos états financiers consolidés.</p> <p>Les gains sur les transactions de cession-vente effectuées à la juste valeur et résultant en des contrats de location simples seront imputés aux résultats. Les gains reportés sur des transactions antérieures de la même nature seront renversés et imputés aux bénéfices non répartis du bilan d'ouverture consolidé selon les IFRS.</p>

Norme IFRS	Comparaison entre les PCGR du Canada et les IFRS	Constatation
Avantages du personnel (IAS 19)	<p>PCGR du Canada : Une entité doit utiliser la méthode du corridor et constater dans la période un montant au titre de l'amortissement du gain ou de la perte actuariel si, au début de la période, le gain ou la perte actuariel net non amorti excède 10 % du plus élevé des deux montants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le solde de l'obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice; b) la juste valeur, ou la valeur liée au marché, des actifs du régime au début de l'exercice. <p>IFRS : Selon les IFRS, il est permis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'utiliser la méthode du corridor; - de constater immédiatement aux capitaux propres les gains ou pertes actuariels lorsqu'ils surviennent. 	<p>Nous continuerons l'utilisation de la méthode du corridor. Nous ne nous attendons pas à ce que cette norme ait un impact significatif sur nos états financiers consolidés.</p> <p>Se référer à la section suivante pour l'impact sur le bilan d'ouverture consolidé selon les IFRS.</p>
Coûts d'emprunt (IAS 23)	<p>PCGR du Canada : Les coûts d'emprunt peuvent être capitalisés pour certains projets.</p> <p>IFRS : Il est obligatoire de capitaliser les coûts d'emprunt d'actifs admissibles.</p>	<p>Nous capitaliserons les coûts d'emprunt des projets impliquant des actifs admissibles. Cependant, nous ne nous attendons pas à ce que cette norme ait un impact significatif sur le bilan d'ouverture consolidé selon les IFRS.</p>
Participation dans des coentreprises (IAS 31)	<p>PCGR du Canada : Selon les PCGR du Canada, une participation dans une coentreprise doit être comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle.</p> <p>IFRS : Les méthodes de consolidation proportionnelle et de mise en équivalence sont acceptables.</p>	<p>Sous IFRS, la compagnie comptabilisera son placement dans notre coentreprise selon la méthode de la mise en équivalence. Ainsi, au bilan, nous présenterons un placement dans notre coentreprise à la valeur de consolidation (mise en équivalence) sur une ligne distincte et à l'état des résultats consolidés, nous présenterons notre quote-part des résultats de notre coentreprise sur une ligne distincte. Il n'y aura cependant pas d'impact sur le bénéfice net consolidé.</p> <p>Le bilan d'ouverture selon les IFRS sera redressé sans impact aux bénéfices non répartis.</p>
Dépréciation d'actifs (IAS 36)	<p>PCGR du Canada : Les actifs soumis à un test de dépréciation en deux étapes sont groupés au plus bas niveau de regroupement pour lequel les flux de trésorerie sont dans une large mesure indépendants des flux de trésorerie d'autres actifs ou passifs. Les flux de trésorerie utilisés pour les fins de la première étape du test ne sont pas actualisés et les baisses de valeur résultant du test ne peuvent être renversées subséquemment.</p> <p>IFRS : Les actifs soumis à un test de dépréciation à une étape sont groupés en unités génératrices de trésorerie, lesquelles correspondent au plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes. Les flux de trésorerie utilisés pour les fins du test sont actualisés et les reprises de pertes de valeurs prises précédemment sont permises.</p>	<p>L'application de la nouvelle norme devrait se traduire par des tests de flux de trésorerie actualisés sur des plus petits groupes d'actifs. Des charges additionnelles au titre de dépréciation d'actif pourraient en résulter. Ces charges additionnelles pourraient cependant faire l'objet de renversements subséquents. Nous ne nous attendons pas à ce que cette norme ait un impact significatif sur nos états financiers consolidés en date de transition.</p>

Norme IFRS	Comparaison entre les PCGR du Canada et les IFRS	Constatation
Provisions et passifs éventuels et actifs éventuels (IAS 37)	<p>PCGR du Canada : Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont actualisées au taux de rendement sans risque ajustées selon la cote de crédit de la compagnie au moment où les coûts ont été estimés et révisés.</p> <p>Un passif pour contrat déficitaire n'est comptabilisé que dans des situations prescrites.</p> <p>L'actualisation n'est requise que pour certaines provisions spécifiques.</p> <p>IFRS : Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont actualisées au taux de rendement sans risque ajusté selon la cote de crédit de la compagnie au moment de la réévaluation des coûts.</p> <p>Un contrat déficitaire se définit comme un contrat pour lequel les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques à recevoir attendus du contrat. Ce type de contrat fait l'objet d'une provision sous les IFRS.</p> <p>Une provision à long terme doit être comptabilisée à sa valeur actuelle.</p>	<p>Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations seront actualisées au taux de rendement sans risque ajusté selon la cote de crédit de la compagnie au moment de la réévaluation. Nous ne nous attendons pas à ce que cette norme ait un impact significatif sur nos états financiers consolidés.</p> <p>Les contrats déficitaires seront comptabilisés et évalués comme des provisions. Il n'y aura pas d'impact sur notre bilan d'ouverture selon les IFRS.</p> <p>Les passifs dont la valeur est estimée en utilisant les flux de trésorerie futurs seront actualisés. Ceci aura pour effet de diminuer le montant de certains passifs et des dépenses correspondantes tout en augmentant la charge de désactualisation. Les passifs concernés inclus au bilan d'ouverture consolidé selon les IFRS seront donc ajustés en conséquence et cet ajustement sera porté au solde d'ouverture des bénéfices non répartis.</p>
Immobilisations incorporelles (IAS 38)	<p>PCGR du Canada : Les immobilisations doivent être constatées au coût d'acquisition.</p> <p>IFRS : Une entité peut choisir entre le modèle du coût (identique au PCGR du Canada) ou le modèle de la réévaluation pour les mesures subséquentes.</p>	<p>Nous continuerons l'utilisation du modèle du coût. Nous ne nous attendons pas à ce que cette norme ait un impact significatif sur nos états financiers consolidés.</p>
Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation (IAS 39)	<p>PCGR du Canada : L'utilisation de la méthode de la concordance des conditions essentielles au niveau de l'appréciation et de l'évaluation de l'efficacité des relations de couverture est permise si certains critères sont rencontrés.</p> <p>IFRS : La méthode de la concordance des conditions essentielles n'est pas permise. L'inefficacité de couverture doit être mesurée à chaque période, tout au long de la durée de la relation de couverture.</p>	<p>Basé sur notre situation actuelle, nous ne nous attendons pas à ce que cette norme ait un impact significatif sur nos états financiers consolidés.</p>

Norme IFRS	Comparaison entre les PCGR du Canada et les IFRS	Constatation
<p>Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)</p>	<p>PCGR du Canada : Il est possible d'utiliser la méthode linéaire pour la comptabilisation de la charge de rémunération lorsqu'une méthode différente de la méthode des acquisitions graduelles des droits est utilisée pour déterminer la durée utilisée dans le calcul de la juste valeur des options.</p> <p>Le coût de rémunération associé à l'attribution de rémunérations à base d'actions à des salariés doit être constaté à titre de charge sur la période au cours de laquelle les services correspondants sont rendus si l'attribution se rapporte à des services futurs. Dans le cas d'annulation ou de règlement, l'entité doit cesser de comptabiliser la charge.</p> <p>IFRS : Lorsque les options octroyées sont acquises de façon graduelle, une entité doit considérer chaque tranche comme un octroi distinct et amortir la charge correspondante de façon distincte.</p> <p>En cas d'annulation ou de règlement d'instrument de capitaux propres pendant la période d'acquisition des droits, le montant qui aurait autrement été comptabilisé pendant le reste de la période d'acquisition des droits pour des services reçus est comptabilisé immédiatement.</p>	<p>La compagnie devra modifier son modèle d'amortissement de la charge afin de tenir compte des différentes périodes d'acquisition des droits et cesser d'utiliser la méthode d'amortissement linéaire. La charge sera constatée plus rapidement dans le cas de nouvelles attributions. Pour les options déjà en circulation en date de transition, la charge sera moins élevée dans le futur puisque les tranches totalement acquises auront été entièrement comptabilisées aux bénéfices non répartis au bilan consolidé à la date de transition.</p> <p>En cas d'annulation ou de règlement d'options pendant la période d'acquisition des droits, nous devons comptabiliser immédiatement le montant qui aurait autrement été comptabilisé pendant le reste de la période d'acquisition des droits pour des services reçus. Nous devons également tenir compte de l'impact des annulations survenues antérieurement et n'ayant pas été constatées dans l'établissement du coût de rémunération. Ce changement devrait avoir un impact sur les bénéfices non répartis au bilan consolidé d'ouverture selon les IFRS.</p>

Norme IFRS	Comparaison entre les PCGR du Canada et les IFRS	Constataion
Regroupement d'entreprises (IFRS 3)	<p>PCGR du Canada : Les coûts directs liés à une acquisition sont capitalisables.</p> <p>Il est possible de comptabiliser un passif en lien avec des activités de restructuration.</p> <p>Tous les actifs acquis et passifs repris doivent être évalués à leur juste valeur pour l'acquéreur à la date d'acquisition.</p> <p>L'excédent de la valeur des actifs acquis et passifs repris sur la contrepartie transférée (écart d'acquisition négatif) doit être éliminé, dans la mesure du possible, en le répartissant de manière à réduire proportionnellement les valeurs qui, en d'autres circonstances, seraient attribuées à tous les actifs acquis, sauf pour quelques exceptions.</p> <p>IFRS : Les frais de transactions encourus lors d'une acquisition sont comptabilisés en charges.</p> <p>Un passif lié à des activités de restructuration ne peut être comptabilisé que si l'entreprise acquise a comptabilisé un tel passif à la date d'acquisition.</p> <p>Tous les actifs acquis et passifs repris doivent être évalués à la juste valeur déterminée conformément à son utilisation par d'autres intervenants du marché.</p> <p>L'écart d'acquisition négatif est comptabilisé aux résultats.</p>	<p>Les frais de transactions liés aux acquisitions seront comptabilisés en charges. Ce changement pourrait avoir un impact sur les états des résultats consolidés lorsque des acquisitions auront lieu.</p> <p>Les seuls passifs liés à des activités de restructuration qui seront comptabilisés seront ceux comptabilisés par l'entreprise acquise à la date d'acquisition. Ce changement pourrait avoir un impact sur les états des résultats consolidés lorsque des acquisitions auront lieu.</p> <p>Nous devons revoir notre modèle d'évaluation des actifs acquis et passifs repris pour tenir compte de l'utilisation par d'autres intervenants du marché. Ce changement pourrait avoir un impact sur les états des résultats consolidés lorsque des acquisitions auront lieu.</p> <p>L'écart d'acquisition négatif sera comptabilisé aux résultats. Ce changement pourrait avoir un impact sur les états des résultats consolidés advenant qu'une acquisition générant un écart d'acquisition négatif ait lieu.</p> <p>Se référer à la section suivante pour l'impact sur le bilan d'ouverture consolidé selon les IFRS.</p>

L'adoption initiale des IFRS doit s'effectuer selon les directives de la norme IFRS 1, « Première adoption des Normes internationales d'information financière ». Cette norme spécifie que, de façon générale, une entité doit appliquer de façon rétroactive l'ensemble des IFRS en vigueur à la date de clôture de ses premiers états financiers établis selon les IFRS, sauf pour certaines exceptions obligatoires et exemptions facultatives prévues dans la norme. Les principales exemptions facultatives prévues par IFRS 1 lors de la préparation de nos premiers états financiers selon les IFRS sont présentées dans le tableau qui suit :

Exemption facultative	Choix de la compagnie
Regroupement d'entreprises	<p>Cette exemption nous permet de ne pas appliquer IFRS 3 de façon rétrospective à des regroupements d'entreprises effectués par le passé. La norme serait appliquée de façon prospective.</p> <p>Nous comptons nous prévaloir de cette exemption.</p>
Avantages du personnel	<p>Cette exemption permet que le montant cumulatif de gains ou pertes actuariels non amorti existant à la date de transition soit ramené à zéro et constaté aux bénéfices non répartis.</p> <p>Nous comptons nous prévaloir de cette exemption.</p>
Juste valeur ou réévaluation en tant que coût présumé	<p>Cette exemption permet de réévaluer nos immobilisations corporelles selon la méthode de la juste valeur et de désigner celle-ci comme coût présumé à la date de transition. Il est aussi possible d'utiliser le coût historique établi en vertu des PCGR du Canada.</p> <p>Nous comptons conserver nos immobilisations corporelles au coût historique.</p>

Perspectives

D'ici la fin de l'exercice 2011, nous comptons poursuivre nos investissements, avec discernement, afin, entre autres, d'améliorer notre réseau. Compte tenu du contexte économique et de notre accès à des liquidités à des conditions avantageuses, nous croyons être bien positionnés afin de réaliser des acquisitions et créer de la valeur. Toutefois, nous continuerons à faire preuve de patience afin de payer le juste prix en raison de la réalité du marché actuel. De plus, nous avons l'intention de continuer à porter une attention continue à nos conditions d'approvisionnement ainsi qu'à nos frais d'exploitation.

Enfin, tel que le veut notre modèle d'affaires, nous entendons continuer à accorder la priorité à la vente de produits frais ainsi qu'à l'innovation, y compris le lancement de nouveaux produits et services, afin de toujours mieux répondre aux besoins de nos nombreux clients.

Le 10 mars 2011

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action, non vérifiés)

Périodes terminées les	16 semaines		40 semaines	
	30 janvier 2011	31 janvier 2010	30 janvier 2011	31 janvier 2010
	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	5 611,2	4 935,2	14 124,8	12 436,1
Coût des ventes (excluant l'amortissement des immobilisations et des autres actifs tels que présentés séparément ci-dessous)	4 825,3	4 204,0	11 960,4	10 471,6
Marge brute	785,9	731,2	2 164,4	1 964,5
Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux	616,8	589,9	1 565,9	1 468,4
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	67,0	63,2	164,8	155,1
	683,8	653,1	1 730,7	1 623,5
Bénéfice d'exploitation	102,1	78,1	433,7	341,0
Frais financiers	10,0	8,6	24,3	22,5
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	92,1	69,5	409,4	318,5
Impôts sur les bénéfices	21,1	14,7	103,3	84,4
Bénéfice net	71,0	54,8	306,1	234,1
Bénéfice net par action (note 4)				
De base	0,38	0,30	1,65	1,27
Dilué	0,38	0,29	1,62	1,24
Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers)	184 486	183 594	185 025	184 413
Nombre moyen pondéré d'actions - dilué (en milliers)	188 210	188 458	188 531	188 870
Nombre d'actions en circulation à la fin de la période (en milliers)	183 682	183 611	183 682	183 611

ÉTATS DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉS

(en millions de dollars américains, non vérifiés)

Périodes terminées les	16 semaines		40 semaines	
	30 janvier 2011	31 janvier 2010	30 janvier 2011	31 janvier 2010
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net	71,0	54,8	306,1	234,1
Autres éléments du résultat étendu				
Variations des redressements cumulés de conversion de devises ⁽¹⁾	3,0	(3,1)	0,8	43,6
Variation de la juste valeur d'un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie ⁽²⁾	1,0	0,1	2,3	0,8
Reclassement aux résultats du gain réalisé sur un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie ⁽³⁾	(0,6)	(0,1)	(1,1)	(0,2)
Autres éléments du résultat étendu	3,4	(3,1)	2,0	44,2
Résultat étendu	74,4	51,7	308,1	278,3

(1) Pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 30 janvier 2011, ces montants incluent un gain de 3,0 \$ et une perte de 3,9 \$, respectivement, (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,4 \$ et 0,6 \$, respectivement). Pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 31 janvier 2010, ces montants incluent une perte de 7,2 \$ et un gain de 77,8 \$, respectivement, (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 2,0 \$ et 11,9 \$, respectivement). Ces gains et pertes découlent de la conversion de la dette à long terme libellée en dollars américains, désignée à titre d'instrument de couverture de risque de change sur l'investissement net de la compagnie dans ses opérations étrangères autonomes.

(2) Pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 30 janvier 2011, ces montants sont présentés déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,3 \$ et 0,8 \$, respectivement. Pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 31 janvier 2010, ces montants sont présentés déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,1 \$ et 0,3 \$, respectivement.

(3) Pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 30 janvier 2011, ces montants sont présentés déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,2 \$ et 0,4 \$, respectivement. Pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 31 janvier 2010, ces montants sont présentés déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,1 \$ chacun.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS
(en millions de dollars américains, non vérifiés)

Période de 40 semaines terminée le

30 janvier 2011

	Capital- actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Capitaux Propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	319,5	18,8	1 167,0	109,0	1 614,3
Résultat étendu :					
Bénéfice net			306,1		306,1
Variation des redressements cumulés de conversion de devises				0,8	0,8
Variation de la juste valeur d'un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,8 \$)				2,3	2,3
Reclassement aux résultats du gain réalisé sur un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,4 \$)				(1,1)	(1,1)
Résultat étendu pour la période					308,1
Dividendes			(23,4)		(23,4)
Dépense de rémunération à base d'actions (note 6)		1,3			1,3
Juste valeur des options d'achat d'actions exercées	2,2	(2,2)			-
Émission résultant de la levée des options d'achat d'actions en contrepartie de trésorerie	10,0				10,0
Rachat et annulation d'actions	(8,2)				(8,2)
Excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions à vote multiple catégorie A et actions à droit de vote subalterne catégorie B rachetées et annulées			(52,0)		(52,0)
Solde à la fin de la période	323,5	17,9	1 397,7	111,0	1 850,1

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS
(en millions de dollars américains, non vérifiés)

Période de 40 semaines terminée le

31 janvier 2010

	Capital- actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Capitaux Propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	329,1	17,7	932,6	46,6	1 326,0
Résultat étendu :					
Bénéfice net			234,1		234,1
Variation des redressements cumulés de conversion de devises				43,6	43,6
Variation de la juste valeur d'un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,3 \$)				0,8	0,8
Reclassement aux résultats du gain réalisé sur un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,1 \$)				(0,2)	(0,2)
Résultat étendu pour la période					278,3
Dividendes			(18,0)		(18,0)
Dépense de rémunération à base d'actions (note 6)		1,4			1,4
Juste valeur des options d'achat d'actions exercées	0,9	(0,9)			-
Émission résultant de la levée des options d'achat d'actions en contrepartie de trésorerie	2,3				2,3
Rachat et annulation d'actions	(13,0)				(13,0)
Excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions à vote multiple catégorie A et actions à droit de vote subalterne catégorie B rachetées et annulées			(43,4)		(43,4)
Solde à la fin de la période	319,3	18,2	1 105,3	90,8	1 533,6

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en millions de dollars américains, non vérifiés)

Périodes terminées les	16 semaines		40 semaines	
	30 janvier 2011	31 janvier 2010	30 janvier 2011	31 janvier 2010
	\$	\$	\$	\$
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	71,0	54,8	306,1	234,1
Ajustements afin de concilier le bénéfice net avec les rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation				
Amortissement des immobilisations et des autres actifs, déduction faite de l'amortissement des crédits reportés	61,1	55,3	145,9	134,8
Impôts futurs	26,9	5,8	35,9	26,1
Gain sur remboursement anticipé de la dette subordonnée non garantie (note 9)	(1,4)	-	(1,4)	-
Intérêts implicites sur le rachat de la dette (note 9)	(17,4)	-	(17,4)	-
(Gain) perte sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs	(0,2)	1,2	0,9	(0,7)
Crédits reportés	(0,9)	3,5	(0,5)	12,3
Autres	8,0	5,9	18,1	14,8
Variations du fonds de roulement hors caisse	(151,7)	(152,1)	(100,0)	(206,7)
(Sorties) rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	(4,6)	(25,6)	387,6	214,7
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations et d'autres actifs	(69,9)	(109,7)	(136,9)	(188,8)
Acquisitions d'entreprises (note 3)	(8,5)	(44,3)	(34,8)	(111,9)
Produits tirés de la cession d'immobilisations et d'autres actifs	6,2	15,1	12,0	21,6
Produits tirés de transactions de cession-bail	-	1,0	5,1	10,6
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement	(72,2)	(137,9)	(154,6)	(268,5)
Activités de financement				
Remboursement anticipé de la dette subordonnée non garantie (note 9)	(332,6)	-	(332,6)	-
Augmentation nette des autres emprunts à long terme	234,3	110,2	134,9	80,2
Rachat d'actions	(60,2)	-	(60,2)	(56,4)
Dividendes	(9,1)	(6,1)	(23,4)	(18,0)
Émission d'actions	4,8	0,3	10,0	2,3
Somme reçue afférente à une pénalité sur résiliation anticipée d'un contrat de swap de taux d'intérêt	-	2,5	-	2,5
(Sorties) rentrées de fonds nettes liées aux activités de financement	(162,8)	106,9	(271,3)	10,6
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1,6	(0,8)	2,2	8,2
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(238,0)	(57,4)	(36,1)	(35,0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	422,8	195,7	220,9	173,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	184,8	138,3	184,8	138,3
Informations supplémentaires :				
Intérêts versés	15,6	12,6	31,7	27,5
Impôts sur les bénéfices versés	33,6	55,5	77,3	97,5

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars américains)

	Au 30 janvier 2011 (non vérifié)	Au 25 avril 2010
	\$	\$
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	184,8	220,9
Débiteurs	297,1	286,2
Stocks	510,1	474,1
Frais payés d'avance	26,1	20,2
Impôts sur les bénéfices à recevoir	-	4,7
Impôts futurs	26,5	24,9
	1 044,6	1 031,0
Immobilisations	1 960,8	1 980,5
Écarts d'acquisition	431,9	426,5
Intangibles	187,8	188,2
Frais reportés	7,7	9,4
Autres actifs	58,8	55,8
Impôts futurs	6,0	5,3
	3 697,6	3 696,7
Passif		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	816,5	872,9
Impôts sur les bénéfices à payer	3,0	-
Impôts futurs	17,1	5,6
Portion à court terme de la dette à long terme	4,4	4,4
	841,0	882,9
Dette à long terme (note 9)	521,6	736,8
Crédits reportés et autres éléments de passif	292,8	285,8
Impôts futurs	192,1	176,9
	1 847,5	2 082,4
Capitaux propres		
Capital-actions	323,5	319,5
Surplus d'apport	17,9	18,8
Bénéfices non répartis	1 397,7	1 167,0
Cumul des autres éléments du résultat étendu	111,0	109,0
	1 850,1	1 614,3
	3 697,6	3 696,7

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non vérifiées)

1. PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la compagnie conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR canadiens) et n'ont pas fait l'objet d'une mission d'examen par les vérificateurs externes de la compagnie. La préparation des états financiers consolidés repose sur des conventions et méthodes comptables qui concordent avec celles qui ont été employées dans la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés de l'exercice terminé le 25 avril 2010. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ne comprennent pas toute l'information exigée pour les états financiers complets et devraient être lus à la lumière des états financiers consolidés annuels vérifiés et des notes complémentaires figurant dans le rapport annuel 2010 de la compagnie (le rapport annuel 2010). Les résultats d'exploitation pour les périodes intermédiaires présentées ne reflètent pas nécessairement les résultats attendus de l'exercice entier. Les activités de la compagnie ont un caractère saisonnier. La période d'activité la plus importante se situe au premier semestre de chaque exercice, lequel inclut les ventes de la saison estivale.

2. NOUVELLES NORMES COMPTABLES PUBLIÉES RÉCEMMENT MAIS NON ENCORE APPLIQUÉES

Le 13 février 2008, le Conseil des Normes Comptables (« CNC ») a émis un communiqué confirmant que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'appliquer les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») en 2011. Ainsi, la compagnie adoptera les IFRS le 25 avril 2011.

Puisque que la compagnie adoptera les IFRS le 25 avril 2011, les nouvelles normes relatives aux PCGR canadiens entrant en vigueur après cette date ne sont pas présentées en tant que modifications comptables futures, car la compagnie ne les appliquera pas avant la transition.

3. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

- Le 9 septembre 2010, la compagnie a fait l'acquisition de dix magasins corporatifs auprès de Compac Food Stores Inc. Neuf magasins sont situés dans la grande région de Mobile en Alabama et un est situé à Pensacola en Floride. La compagnie est propriétaire de tous les immeubles tandis qu'elle loue quatre terrains et détient les six autres.
- Le 30 septembre 2010, la compagnie a fait l'acquisition de 12 magasins corporatifs situés dans le centre de l'Indiana auprès de Crystal Flash Petroleum, LLC. La compagnie est propriétaire du terrain et de l'immeuble pour un site, elle loue ces mêmes actifs pour dix sites tandis qu'elle est propriétaire de la bâtisse et loue le terrain pour un site.
- De plus, au cours de la période de 40 semaines terminée le 30 janvier 2011, la compagnie a fait l'acquisition de 18 autres magasins par l'entremise de 15 transactions distinctes. La compagnie est propriétaire des terrains et immeubles pour 14 sites et elle loue ces mêmes actifs pour les quatre autres sites.

Ces acquisitions ont été effectuées pour une contrepartie totale en espèces de 34,8 \$, incluant les frais d'acquisition directs. Les répartitions préliminaires du prix d'achat des acquisitions ont été établies selon les informations disponibles ainsi que sur la base d'évaluations préliminaires et d'hypothèses que la direction juge raisonnables. La compagnie n'ayant pas terminé son appréciation de la juste valeur des actifs acquis pour toutes ces transactions, les répartitions préliminaires du prix d'achat de certaines acquisitions sont sujettes à des ajustements aux justes valeurs des actifs et passifs jusqu'à ce que le processus soit terminé. Les allocations préliminaires sont basées sur les justes valeurs en date des acquisitions :

	\$
Actifs corporels acquis	
Stocks	2,4
Immobilisations	28,0
Autres actifs	0,1
Actif corporel total	30,5
Passifs pris en charge	
Créditeurs et charges à payer	0,3
Crédits reportés et autres éléments de passif	1,0
Passif total	1,3
Actif corporel net acquis	29,2
Écarts d'acquisition	5,6
Contrepartie totale payée en espèces, incluant les frais d'acquisition directs	34,8

La compagnie estime que le montant d'écarts d'acquisition déductible aux fins fiscales se chiffre à approximativement 0,6 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non vérifiées)

4. BÉNÉFICE NET PAR ACTION

	Période de 16 semaines terminée le 30 janvier 2011			Période de 16 semaines terminée le 31 janvier 2010		
	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers)	Bénéfice net par action	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers)	Bénéfice net par action
Bénéfice net de base attribuable aux actionnaires de catégories A et B	71,0	184 486	0,38	54,8	183 594	0,30
Effet dilutif des options d'achat d'actions		3 724	-		4 864	(0,01)
Bénéfice net dilué disponible aux actionnaires de catégories A et B	71,0	188 210	0,38	54,8	188 458	0,29

	Période de 40 semaines terminée le 30 janvier 2011			Période de 40 semaines terminée le 31 janvier 2010		
	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers)	Bénéfice net par action	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers)	Bénéfice net par action
Bénéfice net de base attribuable aux actionnaires de catégories A et B	306,1	185 025	1,65	234,1	184 413	1,27
Effet dilutif des options d'achat d'actions		3 506	(0,03)		4 457	(0,03)
Bénéfice net dilué disponible aux actionnaires de catégories A et B	306,1	188 531	1,62	234,1	188 870	1,24

Compte tenu de leur effet antidilutif, un total de 304 500 options d'achat d'actions est exclu du calcul du bénéfice net dilué par action pour la période de 16 semaines terminée le 30 janvier 2011 (604 962 options d'achat d'actions pour la période de 40 semaines terminée le 30 janvier 2011). Un total de 794 875 options d'achat d'actions est exclu du calcul pour la période de 16 semaines terminée le 31 janvier 2010 (1 093 105 options d'achats d'actions pour la période de 40 semaines terminée le 31 janvier 2010).

5. CAPITAL-ACTIONS

Au 30 janvier 2011, la compagnie a d'émissions et en circulation 53 698 712 (53 706 712 au 31 janvier 2010) actions à vote multiple catégorie A comportant dix votes par action et 129 983 221 (129 903 847 au 31 janvier 2010) actions à droit de vote subalterne catégorie B comportant un vote par action.

Au cours de la période de 16 semaines terminée le 30 janvier 2011, la compagnie a mis en place un nouveau programme de rachat d'actions. Ce programme permet à la compagnie de racheter un maximum de 2 685 335 des 53 706 712 actions à vote multiple catégorie A et un maximum de 11 621 801 des 116 218 014 actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et en circulation au 20 octobre 2010 (représentant 5,0 % des actions à vote multiple catégorie A émises et en circulation et 10,0 % des actions à droit de vote subalterne catégorie B détenues par le public, respectivement à cette date, tel que définit par les règles applicables). En vertu des exigences de la Bourse de Toronto, la compagnie peut procéder à un rachat quotidien maximum de 1 000 actions à vote multiple catégorie A et 83 622 actions à droit de vote subalterne catégorie B. Ces rachats ont pour effet de réduire le nombre d'actions à vote multiple catégorie A et d'actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et d'augmenter la quote-part proportionnelle de tous les actionnaires de la compagnie restants au pro rata de leur participation relative dans le capital actions de la compagnie. La période de rachat se terminera au plus tard le 24 octobre 2011.

Au cours des périodes de 16 et 40 semaines terminées le 30 janvier 2011, en vertu de ce programme, la compagnie a racheté 9 000 actions à vote multiple catégorie A à un prix moyen de 24,83 \$ CA et 2 435 900 actions à droit de vote subalterne catégorie B à un prix moyen de 24,86 \$ CA.

Toutes les actions rachetées en vertu du programme de rachat d'actions sont annulées dès leur rachat.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non vérifiées)

6. RÉMUNÉRATION ET AUTRES PAIEMENTS À BASE D' ACTIONS

Options d'achat d'actions

Le nombre d'options d'achat d'actions à droit de vote subalterne catégorie B émises au 30 janvier 2011 est de 6 300 730 (8 613 428 au 31 janvier 2010). Ces options d'achat d'actions peuvent être graduellement levées à différentes dates jusqu'au 23 avril 2020 à un prix de levée variant de 3,40 \$ CA à 25,71 \$ CA. Aucune option d'achat d'action n'a été émise et un total de 2 393 228 options d'achat d'action ont été exercés depuis de début de l'exercice à un prix moyen de 4,30 \$ CA.

Pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 30 janvier 2011, le coût de la rémunération imputé aux résultats est de 0,5 \$ et de 1,3 \$, respectivement. Pour les périodes correspondantes de 16 et 40 semaines terminées le 31 janvier 2010, le coût de la rémunération imputé aux résultats est de 0,5 \$ et de 1,4 \$, respectivement.

La description du régime offert par la compagnie est présentée à la note 21 des états financiers consolidés figurant dans le rapport annuel 2010.

Régime d'attribution d'actions fictives

La compagnie a octroyé 5 752 unités d'actions fictives (les « AF ») au cours de la période de 16 semaines terminées le 30 janvier 2011 (1 221 AF pour la période de 16 semaines terminée le 31 janvier 2010). Pour la période de 40 semaines terminée le 30 janvier 2011, la compagnie a octroyé 187 064 AF et n'a annulé aucune AF (194 277 AF octroyés et 5 323 AF annulées pour la période de 40 semaines terminée le 31 janvier 2010). Le coût de rémunération pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 30 janvier 2011 est de 0,6 \$ et 1,5 \$, respectivement (0,2 \$ et 0,6 \$ pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 31 janvier 2010, respectivement). Au 30 janvier 2011, 376 018 AF étaient en circulation (188 954 au 25 avril 2010) et un passif de 4,1 \$ relié au régime d'attribution d'actions fictives est comptabilisé dans les crédits reportés et autres éléments de passif au bilan consolidé (1,1 \$ au 25 avril 2010).

Afin de gérer les risques actuels et prévus reliés aux variations de la juste valeur marchande des AF octroyés par la compagnie, cette dernière a conclu des ententes financières avec une institution financière de première qualité. Ces ententes incluent un swap sur rendement total intégré avec un sous-jacent représentant des actions de catégorie B (l'Instrument) qui est comptabilisé à la juste valeur dans les autres actifs au bilan consolidé. Les ententes sont ajustées au besoin pour refléter les nouvelles attributions, les ajustements et/ou les règlements sur les AF. La compagnie a documenté et désigné une partie de l'Instrument comme un élément de couverture de flux de trésorerie de la transaction de règlement en espèces prévue des AF octroyées. Au 30 janvier 2011, la juste valeur marchande de l'Instrument est de 4,1 \$ (0,9 \$ au 25 avril 2010).

7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Pour les périodes de 16 et 40 semaines terminées le 30 janvier 2011, le total des coûts nets des avantages sociaux futurs de la compagnie inclut dans l'état des résultats consolidés est de 3,6 \$ et 7,8 \$, respectivement. Le coût pour les périodes correspondantes de 16 et 40 semaines terminées le 31 janvier 2010 est de 1,8 \$ et 5,6 \$, respectivement. Les régimes de retraite de la compagnie sont décrits à la note 22 des états financiers consolidés figurant dans le rapport annuel 2010.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non vérifiées)

8. INFORMATION SECTORIELLE

La compagnie exploite des magasins d'accommodation aux États-Unis et au Canada. Elle exerce essentiellement ses activités dans un seul secteur isolable, soit la vente de produits de consommation immédiate et de carburant par l'entremise de magasins corporatifs ou de franchises. L'exploitation des magasins d'accommodation se fait sous plusieurs bannières, dont Couche-Tard, Mac's et Circle K. Les revenus de sources externes proviennent principalement de deux catégories, soit les marchandises et les services ainsi que le carburant.

Le tableau suivant fournit de l'information sur les principales catégories de produits ainsi que de l'information d'ordre géographique :

	Période de 16 semaines terminée le 30 janvier 2011			Période de 16 semaines terminée le 31 janvier 2010		
	États-Unis	Canada	Total	États-Unis	Canada	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits de clients externes ^(a)						
Marchandises et services	1 211,8	584,9	1 796,7	1 161,0	554,7	1 715,7
Carburant	3 161,1	653,4	3 814,5	2 684,2	535,3	3 219,5
	4 372,9	1 238,3	5 611,2	3 845,2	1 090,0	4 935,2
Marge brute						
Marchandises et services	401,7	195,3	597,0	381,7	183,7	565,4
Carburant	145,7	43,2	188,9	130,2	35,6	165,8
	547,4	238,5	785,9	511,9	219,3	731,2
Immobilisations et écarts d'acquisition ^(a)	1 858,0	534,7	2 392,7	1 820,5	486,2	2 306,7

	Période de 40 semaines terminée le 30 janvier 2011			Période de 40 semaines terminée le 31 janvier 2010		
	États-Unis	Canada	Total	États-Unis	Canada	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits de clients externes ^(a)						
Marchandises et services	3 208,6	1 602,2	4 810,8	3 061,3	1 461,5	4 522,8
Carburant	7 720,3	1 593,7	9 314,0	6 591,5	1 321,8	7 913,3
	10 928,9	3 195,9	14 124,8	9 652,8	2 783,3	12 436,1
Marge brute						
Marchandises et services	1 058,8	552,3	1 611,1	1 002,8	495,3	1 498,1
Carburant	446,8	106,5	553,3	373,4	93,0	466,4
	1 505,6	658,8	2 164,4	1 376,2	588,3	1 964,5

(a) Les zones géographiques sont délimitées en fonction de l'endroit où la compagnie génère les produits d'exploitation (l'endroit où se fait la vente) ainsi que l'emplacement des immobilisations et des écarts d'acquisition.

9. DETTE À LONG TERME

Le 15 décembre 2010, la compagnie a procédé au rachat anticipé de sa dette subordonnée non garantie (la « dette ») au prix de 101,25 % du montant notionnel. La dette avait un notionnel de 350,0 \$ et portait intérêt au taux de 7,5 %. Le montant total déboursé pour le rachat s'est donc chiffré à 354,4 \$, correspondant au montant notionnel de la dette de 350,0 \$ plus une prime de 4,4 \$. Au moment du rachat, la dette avait une valeur comptable de 351,4 \$. Un impact négatif net de 3,0 \$ avant impôts a donc été enregistré aux résultats. Cet impact négatif net est composé de la prime versée de 4,4 \$, nette du gain de 1,4 \$ découlant de la différence entre la valeur comptable de la dette de 351,4 \$ et le montant notionnel de 350,0 \$.

Au niveau de la présentation à l'état des flux de trésorerie consolidé, selon le CPN-47 du Manuel de l'ICCA, le montant total versé de 354,4 \$ se divise en trois montants distincts, soit :

1. une prime de 4,4 \$ versée pour le rachat anticipé de la dette. Ce montant est présenté dans les activités d'exploitation ;
2. un montant de 17,4 \$ représentant les frais de financement versés au moment de l'émission de la dette au cours de l'exercice 2004. Ce montant est présenté en tant qu'intérêts implicites sur le rachat de la dette dans les activités d'exploitation ; et
3. un montant de 332,6 \$ représentant le montant net encaissé lors de l'émission de la dette au cours de l'exercice 2004, soit le montant du notionnel de 350,0 \$ moins les frais de financement de 17,4 \$. Le montant de 332,6 \$ est présenté dans les activités de financement.

(Cette page a été laissée blanche intentionnellement.)



www.couche-tard.com



Papier certifié Éco-logo, blanchi sans chlore, contenant 100% de fibres recyclées postconsommation, sans acide et fabriqué à partir de Biogaz récupérés.